
74^{ème} CEREMONIE DU SOUVENIR A EYSSES

25 février 2018

Le **19 février 1944**, le bataillon d'Eysses tente la plus ambitieuse évasion collective (à plus de 1200 détenus) jamais tentée dans l'histoire des prisons, pour rejoindre les rangs de la résistance intérieure. Elle échoue après plusieurs heures de combat acharné au cours duquel un patriote sera tué.

La répression sera terrible : le 23 février, 12 résistants condamnés à mort par une cour martiale seront fusillés par la police de Vichy dans une cour de la prison, le 13 mai, 48 autres « otages » considérés comme des meneurs de l'insurrection du 19 février seront transférés à Blois d'où ils seront déportés à Dachau début juillet, dans le sinistre convoi du « train de la mort » et enfin, le 30 mai, 1200 détenus seront livrés à la division Das Reich qui les escortera sans ménagement jusqu'à leur embarquement en gare de Penne d'Agenais pour Compiègne puis le camp de Dachau d'où 400 ne reviendront pas.

Pour la 1^{ère} fois depuis 1945, par la présence d'un membre du gouvernement à la cérémonie du 74^{ème} anniversaire de l'insurrection tragique du 19 février 1944 des détenus politiques à la prison d'Eysses, la Nation rend officiellement hommage aux victimes de la barbarie nazie à Eysses.



Intervention de Geneviève Darrieussecq, secrétaire d'Etat portant hommage de la Nation et de la République

Le souvenir des résistants et du bataillon FFI d'Eysses est désormais ancré dans la mémoire nationale.

L'AMMAC du Fumelois était représentée à cette cérémonie du souvenir par Sylvianne Arnac, Danielle Darquié, Claude Fournié, Daniel Vilain, tous quatre membres du Conseil d'administration.

Cette cérémonie unique en France a été largement rapportée par la presse régionale dont il faut saluer l'implication pour couvrir l'événement.

Mur des fusillés d'Eysses, pour un hommage de la Nation



Ravivage de la Flamme par Geneviève Darrieusecq accompagnée par Patrick Cassany, maire de Villeneuve et Wilfried Krug, consul général d'Allemagne

Eysses, son mur des fusillés, son 74e anniversaire, et pour la première fois, une représentante du gouvernement était présente lors de la cérémonie : Geneviève Darrieusecq, secrétaire d'État aux Anciens Combattants. Une présence soulignée par les nombreux participants à cette commémoration.

En cette année 2018, lors de la cérémonie en hommage aux 12 fusillés du centre de détention d'Eysses et aux 1 200 déportés vers les camps de concentration nazis, nul besoin de passer par la grande cour de la prison, de franchir des sas et des grilles. Et pour cause, un accès direct (et très surveillé) a été mis en place. Si beaucoup l'ont remarqué, l'aspect important de cette journée a été la présence de nombreuses personnalités, avec à leur tête Geneviève Darrieusecq, secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées. Mais également Philippe Lacroix, maire d'Oradour-sur-Glane, de Robert Hébras, dernier survivant du massacre, de Stéphane Bredin, directeur national de l'administration pénitentiaire, et de Wilfried Krug, consul général d'Allemagne.

Des discours sur le carrefour européen qu'est Eysses

Michel Lautissier, représentant de l'Association nationale d'Eysses, une fois Geneviève Darrieusecq arrivée, la «*Marseillaise*» entendue, le martyrologue lu et entendu, a la lourde tâche d'ouvrir les discours officiels. Et la présence d'un membre du gouvernement ne l'intimide nullement. «Votre présence est la reconnaissance nationale de l'histoire d'Eysses : 12 fusillés, 1 800 prisonniers, 1 200 déportés vers les camps dont 400 ne reviendront pas. Merci donc de venir prendre soin de nos mémoires...». Et de souligner les caractères européens de tous ceux qui étaient ici, «21 nationalités différentes, tous luttant contre le nazisme. Eysses et son histoire représentent un carrefour européen antifasciste, à l'heure où les extrêmes droites en Europe entrent dans divers parlements et que leurs discours se banalisent. C'est ici un symbole de liberté à l'attention de la jeunesse qui est envoyé». La présence de Philippe Lacroix, maire d'Oradour-sur-Glane, exprime «l'histoire de deux destins tragiques. Nous sommes un instant réunis autour de ces maux que sont l'extermination, la concentration et la déportation».

L'hommage de la Nation et de la République

Geneviève Darrieusecq prend alors la parole, étant «heureuse et fière d'être ici présente. Je porte l'hommage de la Nation et de la République». Et de rappeler également l'histoire des lieux, de ses actes de résistance, de ses combats. «C'était une prison d'hommes libres qui voulaient l'être encore plus». Tout est dit, ou presque, dans ces quelques mots.

La présence du maire d'Oradour-sur-Glane et surtout du consul général d'Allemagne rajoute à la solennité des discours. «La présence de Wilfried Krug est un symbole fort. Cela représente l'idée d'une Europe unie dans la paix et la liberté, et plaçant la dignité de l'homme au-dessus des conflits». Le chant des patriotes emprisonnés à Eysses, interprété par la chorale Fa Si La Chanter, les dépôts de gerbes des autorités civiles et militaires, le «Chant des marais» (toujours poignant dans cette cour), la «Marseillaise»..., cette cérémonie restera marquée dans les mémoires des participants, qu'ils soient âgés, qu'ils aient de la famille qui a vécu cette période, ou qu'ils soient jeunes du conseil des enfants, comme ceux qui ont déposé les gerbes. Il faut que les «passeurs de mémoire» poursuivent inlassablement leur mission.

Frédéric Pascaud

Sud-Ouest, édition du 26 février 2018

Un hommage d'Etat pour les résistants



Geneviève Darrieussecq devant le mur des fusillés (Photo SO-DR)

Geneviève Darrieussecq a assisté, hier, à la commémoration de l'Insurrection des détenus.

Comment pouvait-on mieux que cela honorer la mémoire des 12 résistants d'Eysses fusillés devant ce mur et celles de tous leurs camarades déportés ?

Hier, la commémoration du 74^{ème} anniversaire de l'insurrection d'Eysses a revêtu un caractère exceptionnellement solennel incarné par la présence de la secrétaire d'État auprès de la ministre des Armées, Geneviève Darrieussecq. « Une première pour nous, c'est une reconnaissance nationale. Merci de venir prendre soin de notre mémoire, Mme la ministre », a insisté Michel Lautissier, représentant de l'association nationale pour la mémoire des résistants et patriotes emprisonnés à Eysses.

Dans un message touchant rappelant « la barbarie nazie » et « le courage de ces hommes honorant la République », il a également fait part de son inquiétude devant la montée de l'extrême droite en Europe, « surfant sur la crise et les inégalités » et s'est félicité de la présence du maire d'Oradour-sur-Glane, Philippe Lacroix, symbolisant « un trait d'union » entre ces deux territoires marqués d'un passé tragique commun.

Au micro, devant une cour garnie d'élus, d'anciens combattants et de familles de résistants, Geneviève Darrieussecq a ensuite insisté sur le devoir de transmission, s'adressant aux adolescents du Conseil municipal jeunes. « Nous sommes tous des passeurs de mémoire, faites-la vivre. »

Après le traditionnel dépôt de gerbes, « La Marseillaise » a alors retenti, faisant voler les pigeons au-dessus du centre de détention. Cette même « Marseillaise » que les **12 fusillés d'Eysses**, il y a soixante-quatorze ans, ont chanté jusqu'à leur mort.



Henri Auzias, né le 9 avril 1912 à Villeveille (Basses-Alpes), manipulateur des PTT demeurant à Marseille, marié deux enfants, condamné le 19 mars 1941 à quatre ans et trois mois de prison.



Fernand Bernard, né le 10 juin 1906 à Perpignan, moniteur d'éducation physique, marié sans enfant, domicilié à Toulouse, condamné à vingt ans de travaux forcés pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.

Les douze fusillés d'Eysses

À l'issue de la révolte des détenus politiques de la centrale d'Eysses, intervenue le 19 février 1944, les douze résistants furent condamnés à mort par une cour martiale du régime de Vichy et fusillés le 23 février par un peloton de GMR et de gendarmes.



Roger Brun, né le 31 août 1922 à Peschadaires (Puy-de-Dôme), mécanicien, célibataire, demeurant à Peschadaires, condamné le 11 septembre 1943 à cinq ans de réclusion pour détention d'armes de guerre.



Jean-Louis Chauvet, né le 11 septembre 1921 à Nîmes (Gard), ajusteur à la SNCF, demeurant à Nîmes, célibataire, condamné le 4 octobre 1941 à cinq ans de prison et cinq ans d'interdiction de séjour pour propagande communiste.



Louis Guiral, né le 8 février 1908 à Mondragon (Tarn), chauffeur automobile, demeurant à Labastide Murat (Lot), veuf, sans enfant, condamné le 8 octobre 1943 à cinq ans de réclusion pour activité terroriste et réfractaire au STO.



Alexandre Marqui, né le 8 juin 1914, à Lourdes, chaudronnier, célibataire, demeurant à Lourdes, condamné le 24 juillet 1943 à dix ans de travaux forcés pour détention, transport d'armes explosifs et munitions.



Gabriel Pelouze, né le 8 janvier 1910 à Carcassonne (Aude), employé des PTT, demeurant à Narbonne, marié deux enfants, condamné le 11 novembre 1941 à vingt ans de travaux forcés pour activité communiste.



Félicien Sarvisse, né le 9 juin 1922 à Ouveïllan (Aude), cultivateur à Toulouse, célibataire, condamné le 2 décembre 1943 à dix ans de travaux forcés pour vols qualifiés, infraction au STO... et port d'armes, activité communiste...



Jaime Sero-Bernat, né le 10 janvier 1920 à Lérida (Espagne), manoeuvre, célibataire, demeurant à Paris, espagnol, condamné à deux ans de prison et mille francs d'amende.



Domènec Serveto Bertran, né le 4 août 1904, à Tarassa (Espagne), espagnol, chef comptable, condamné le 6 février 1942 à six ans de travaux forcés pour distribution de tracts d'origine étrangère et activité communiste.



Joseph Stern, né le 19 avril 1916 à Chisinau (Bessarabie), naturalisé français, ingénieur, célibataire, demeurant à Cassis, condamné le 21 octobre 1941 à dix ans de travaux forcés pour atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat.



Jean Vigne, né le 19 mars 1912 à Boisset-Gaujac (Gard), manoeuvre, célibataire, demeurant à Alès, condamné le 5 mars 1943 à dix ans de travaux forcés pour activité communiste.



Louis Aulagne, né le 16 décembre 1904 à Firminy (Loire), résidant à Oullins, marié un enfant, mécanicien à Vénissieux (Rhône), condamné le 21 août 1943 à trois ans de prison et mille francs d'amende, pour détention de tracts, armes et munitions, tué par une grenade qu'il voulait lancer, le 19 février.

et le mort au combat

Le Petit Journal, édition du 27 février 2018

Hommage a été rendu devant le mur d'Eysses



De gauche à droite au 1^{er} rang : Patricia Willaert, préfet, Geneviève Darrieusecq, secrétaire d'Etat, Partick Cassany, maire de Villeneuve-sur-Lot, Philippe Lacroix, maire d'Oradour-sur-Glane (Photo Petit Journal-DR)

En cette matinée du dimanche 25 février 2018, la ville de Villeneuve-sur-Lot s'est recueillie pour rendre hommage aux 12 fusillés et aux résistants d'Eysses. La secrétaire d'Etat Geneviève Darrieusecq a présidé cette soixante-quatorzième cérémonie d'hommage. Elle était entourée de nombreuses personnalités. Etaient présents, et c'est tout un symbole : monsieur le consul d'Allemagne, monsieur le maire d'Oradour-sur-Glane. De très nombreuses personnalités étaient présentes parmi lesquelles Patricia Willaert, préfet de Lot-et-Garonne, Michel Lauzanna, Alexandre Freschi et Olivier Damaisin, députés du département ; Patrick Cassany, maire de Villeneuve-sur-Lot; Sandrine Bru directrice de l'Onac ; Gabriel Pichon président de l'UDAC ; Jean-Claude Laulan, vice-président de l'amicale des anciens d'Eysses etc. . La cérémonie a été très simple ce qui a ajouté à sa grandeur. Après la cérémonie officielle, madame Geneviève Darrieusecq a rejoint la permanence du député Olivier Damaisin.

Eysses, histoire lot-et-garonnaise

Alors que l'on commémore à Villeneuve-sur-Lot, le 74e anniversaire de l'insurrection d'Eysses, à l'hiver 1944, nous publions des textes de Corinne Jaladieu, agrégée d'histoire, membre de l'association pour la mémoire d'Eysses et petite-fille de Roger Legros, résistant, incarcéré à Eysses et déporté à Dachau. L'historienne a travaillé notamment sur le lien entretenu entre les résistants d'Eysses et Villeneuve-sur-Lot : une solidarité poursuivie après la libération, puis, une mémoire enfouie avec la disparition des derniers acteurs.

La république d'Eysses, épopée résistante, porteuse des valeurs d'égalité, de fraternité, de liberté, est devenue aujourd'hui une histoire méconnue dans le Villeneuvois. La guerre met un terme à l'indifférence que la ville semble manifester à l'égard de ses prisonniers durant deux siècles d'histoire carcérale à Eysses ; les liens forgés en 1943 et 1944, entre les résistants prisonniers et Villeneuve-sur-Lot, ont permis de construire une histoire commune, basée sur un socle de valeurs universelles et intemporelles, restaurées et partagées dans le pacte républicain.

1 400 condamnés politiques

Cette centrale devient, en octobre 1943, un lieu stratégique où les autorités de Vichy décident de concentrer dans un environnement rural réputé tranquille tous les condamnés politiques de la zone sud pour agissements communistes, terroristes, anarchistes ou subversifs.

S'ajoutent plusieurs convois venus de Paris et du nord. La centrale d'Eysses concentre un échantillon très représentatif des politiques emprisonnés et condamnés par le régime de Vichy : 1 400 condamnés politiques de toute origine sociale ou géographique, appartenant à la Résistance dans toute sa diversité. Une partie importante de la population villeneuvoise apporte une aide active aux emprisonnés. Elle prend alors une ampleur inégalée, étant donné le nombre et la combativité des prisonniers et les sollicitations du groupe de résistance locale.

Par son poids, la centrale d'Eysses - qui comprend jusqu'à 1 700 personnes, prisonniers et personnel pénitentiaire en 1944 pour 12 700 habitants - constitue bien un village dans la ville et les préoccupations liées à la protection de la centrale accentuent encore sa présence.

Colis aux incarcérés

Le contact est rapidement pris par les responsables des détenus avec le mouvement Libération, né en 1942 dans la contrée et notamment Gérard Bouvard. Pour faire face à la demande de ravitaillement, le mouvement utilise les réseaux déjà mis en place pour ravitailler le maquis des Landes. Les Comités d'action paysanne sont bien implantés dans cette région rurale qui, en ces temps de pénurie, fait figure de privilégiée.

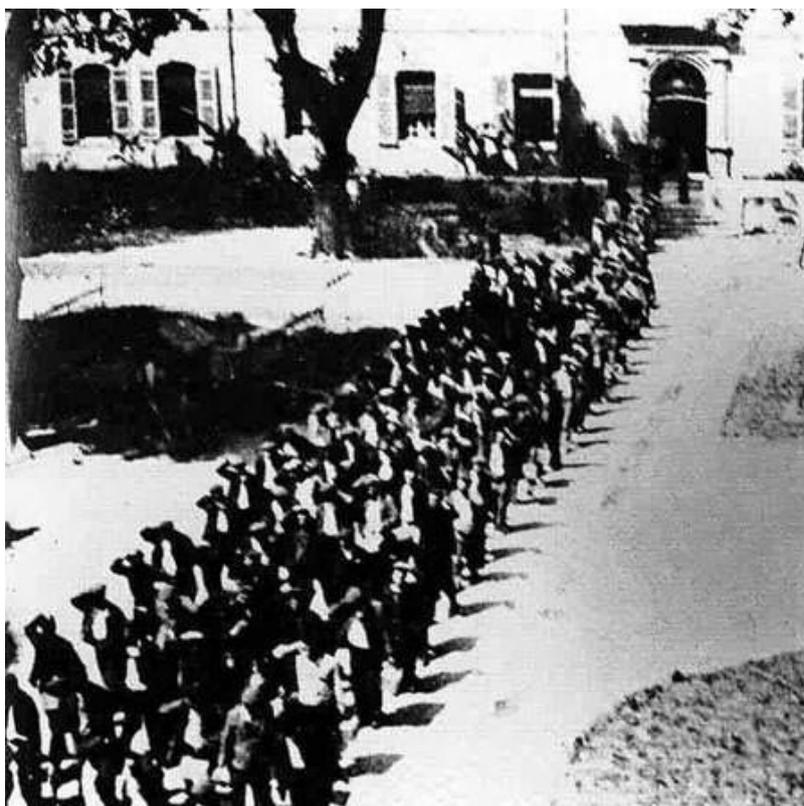
Les responsables du Secours national de Villeneuve, organisme officiel mis en place par le gouvernement, sont des antifascistes allemands réfugiés en France qui apportent une aide essentielle à la Résistance. Le réseau des anciens ajistes participe lui aussi activement à la confection de colis destinés aux jeunes incarcérés. Il est impossible de vérifier la part avancée par Gérard Bouvard de 10 % de la population participant à la collecte. Mais si l'on en juge par les lettres des prisonniers et le témoignage essentiel du médecin résistant des détenus Paul Weil, le lien vital de la solidarité alimentaire fonctionne efficacement entre la ville et la prison. Un service d'aide aux familles de détenus est également mis en place, avec hébergement et ravitaillement lors des visites, autour des familles villeneuvoises ayant des prisonniers dans la centrale. Dépassant les actions de solidarité, une partie de la population s'engage activement dans la Résistance. En coordination avec la résistance locale et avec l'aide de quelques surveillants résistants, qui font entrer 12 mitraillettes en pièces détachées dans la centrale, le collectif des détenus met au point un projet ambitieux d'évasion collective qui échouera le 19 février. Une opération d'évasion de cette envergure nécessite des appuis régionaux et la mise en place de relais extérieurs nécessaires à l'accueil des évadés.

54 évadés en janvier 1944

En décembre 1943, l'état-major national des FTPF envoie à Villeneuve un officier chargé de préparer l'évasion. Les responsables des Comités d'action paysanne sont chargés de trouver des points de chute (camouflage, transit) pour les futurs évadés d'Eysses. Toutes les organisations liées au FN de la région (les FUJP, les JC, les Comités d'action paysanne) sont mobilisées pour cette tâche.

Les points de ralliement sont établis avec les divers maquis FTP et AS du Lot-et-Garonne nord et de Dordogne sud. L'évasion de 54 prisonniers de la centrale en janvier 1944, trouve des appuis extérieurs puisque les évadés sont cachés plusieurs jours dans les villages voisins avant de reprendre le combat libérateur. Alors qu'un certain nombre de personnes sont inévitablement au courant, les évadés ne font l'objet d'aucune dénonciation. Suite à l'échec de la tentative d'évasion collective du 19 février 1944 et à la cour martiale réunie sur demande de Joseph Darnand chef de la milice qui se déplace à Eysses, la répression ne vient pas à bout des nombreuses complicités locales. La tragédie du 23 février semble renforcer les liens entre les prisonniers et la population. Lorsqu'on enterre les fusillés au cimetière Sainte-Catherine d'Eysses, à quelques dizaines de mètres de la centrale, celui-ci est bouclé car la police craint une manifestation de solidarité avec les victimes. Grâce à la complicité du concierge, M. Pujol, une partie de la population villeneuvoise manifeste quotidiennement sa solidarité avec les emprisonnés en fleurissant les tombes malgré l'interdiction. Une banderole portant la mention «Morts pour la France» y est apposée, malgré la surveillance du cimetière.

Le 30 mai 1944, les résistants sont livrés aux SS



dans la cour d'honneur de la prison d'Eysses, le départ en déportation des 1200 détenus

Le 30 mai, la population assiste impuissante à la livraison des 1200 résistants aux Allemands. La résistance extérieure prévenue le jour même du départ collectif des prisonniers, tente vainement de l'empêcher et place des explosifs sur la voie ferrée en gare de Penne d'Agenais. C'est le groupe FTPF, alors basé à Pech de Rayssac, qui entre en action. Sous la direction de Laguille (recruteur local des FTP), une dizaine d'hommes au total, qui fournit les bases du bataillon Prosper formé en juillet 1944. Les charges de plastique explosent trop tard ne touchant que le dernier wagon et blessant, par là même, quelques détenus, sans pour autant pouvoir empêcher le départ vers Compiègne, puis les camps nazis.

Mémoire immédiate

Les liens patiemment forgés entre la ville et la prison ne s'éteignent pas avec la fin de la guerre. Dès la Libération, le mur de la prison contre lequel avaient été dressés les poteaux d'exécution devient le «mur des fusillés», la population villeneuvoise répond massivement présente à cet appel pour honorer la mémoire de «ses prisonniers». La première commémoration organisée dans la centrale le 27 août, neuf jours après la Libération de la ville, le 18 août 1944, regroupe plusieurs milliers de personnes. Le 25 février 1945, une foule énorme assiste à la première commémoration de l'exécution des douze prisonniers, en la présence de tous les représentants officiels du département : préfet, sous-préfet, maire, commandant de la subdivision militaire.

Retrouvailles annuelles dès 1945



Retrouvailles en 1945 entre les prisonniers de retour des camps nazis et les Villeneuvois (Photo Petit Bleu-DR)

Le 8 juin 1945, plus de 4000 habitants se retrouvent sous la grande halle de la ville pour honorer les déportés politiques villeneuvois et une délégation de l'amicale d'Eysses autour de René Filhol (figure de la résistance locale). L'Amicale des anciens détenus patriotes de la centrale d'Eysses naît dès le retour des camps nazis en 1945, «décidée à maintenir dans l'avenir cette solidarité profonde qui a fait notre force et notre fierté dans les moments les plus durs (...). Le bloc indivisible qu'ont formé les patriotes d'Eysses unis dans l'action sans distinction de convictions ou de croyances.» Environ 5000 Villeneuvois assistent aux cérémonies organisées à l'occasion du 1^{er} congrès les 4 et 5 août 1945, participation record pour cette bourgade de 13 000 habitants. Ce lien tissé entre une partie de la population et les détenus politiques d'Eysses est entretenu par des rendez-vous annuels fixés, sans discontinuer depuis 1945, à l'occasion des cérémonies de février et des congrès de la Pentecôte.

«Ne pas rompre le fil de la solidarité»

«Le fil de la solidarité entre passé et présent ne doit pas être rompu. Or, depuis une quinzaine d'années avec la disparition des derniers acteurs, le travail d'histoire et de mémoire (porté notamment par **l'Association nationale pour la mémoire des résistants et patriotes emprisonnés - bataillon FFI d'Eysses**) qui a abouti à de nombreuses réalisations (livres, expositions virtuelles, documentaires télévisés sur France 3 en 2015, sur RMC découvertes en 2017) ont du mal à être diffusés localement. Par ailleurs, la mobilisation des relais institutionnels locaux est essentielle pour faire aboutir les projets comme le montre la réalisation d'un projet mémoriel à Penne d'Agenais (gare de déportation des prisonniers le 30 mai 1944) grâce l'implication de la communauté de communes et de l'ANACR (Association nationale des anciens combattants de la Résistance). Villeneuve-sur-Lot a toute sa place parmi les lieux de mémoire de la résistance nationale et européenne. Eysses c'est une prison qui sous Vichy fut plus que jamais une terre de châtime, avec ses cours martiales, son mur des fusillés classé à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques : seul lieu de mémoire venu rappeler aux vivants la France des cours martiales. Mais c'est derrière les murs d'une prison que beaucoup saisissent le véritable sens des mots égalité et fraternité. La République d'Eysses fut pour beaucoup une école de vie. Gageons que l'ouverture récente du mur des fusillés au public permette de renouer avec une forte dynamique mémorielle autour d'un travail local sur les valeurs intemporelles de la Résistance qui ont vocation à être conjuguées au présent..

Corinne Jaladieu, agrégée d'Histoire